

Édition des cahiers de doléances/cahiers citoyens 2018-2019 pour la Charente-Maritime

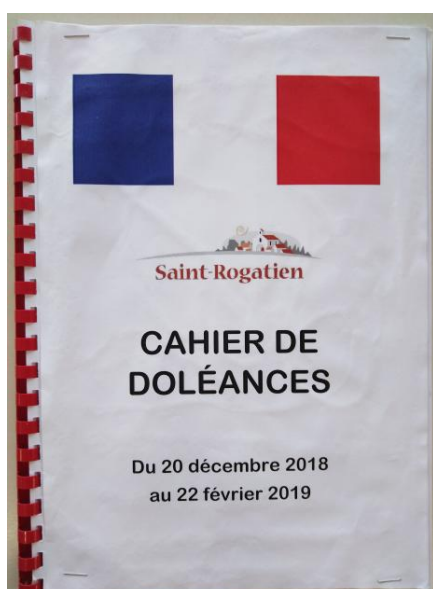
par Marie-Anne Chabin, 2026

# Saint-Rogatien

code INSEE : 17391

2 279 habitants

Communauté d'agglomération de La Rochelle



Original aux Archives départementales de Charente-Maritime (4275W369) ; copie numérique aux Archives nationales.

Forme : feuillets A4 reliés par une spirale rouge.

Couverture agrafée : bandeau bleu-blanc-rouge, nom de la commune, « Cahier de doléances ».

Ouvert le 20 décembre 2018, clos le 22 février 2019.

18 contributions.

Pour en savoir plus : <https://www.marieannechabin.fr/cahiers-de-doleances-2018-2019/>

- Référendum consultatif aux niveaux départementaux, et National pour toutes décisions importantes touchant l'ensemble des citoyens.
  - Indexation des retraites sur le coût de la vie réel.
  - Reconnaissance des votes Blancs
  - Suppression des rentes aux anciens Présidents de la République.
  - Suppression du remboursement des frais d'obsèques des sénateurs
  - Suppression des fêtes de l'Élysée.
  - Rétablissement de l'ISF
  - Augmenter les tranches d'imposition > 40
  - Diminution des taxes sur les carburants.
- Je re: 17

- Arrêter de donner de l'argent sans retour par un travail.
- Allocation rentière scolaire qui fait dans les jeux à gratter, les téléphones hors prix, les chiens de races et l'alcool, le tabac - et l'enfant n'a que les restes. Trouver un système qui protège l'achat au profit de l'enfant - Litière, vêtements, caoutchouc, sport.
- Pour limiter les animaux dans les appartements et des achats, adoptions, pour abandon. Voir une étude.

Il y a beaucoup d'initiatives qui ont démarré en France concernant l'entraide, la solidarité, le développement durable. Il est important de les reconnaître, de les soutenir, de les amplifier, puisque l'on sait que ce sera bénéfique pour notre société, notre pays, notre planète. De plus, il y a de bonnes chartes, et c'est démontré dans d'autres pays, que cela génère un bon nombre d'emplois et permette les transformations nécessaires en terme d'économies d'énergie.

Ces informations sont à retrouver dans des reportages comme "on a la solution" sur France 3, "We demain" (Ben a vous) Journal Az ou bien le film Demain de Cyril Dion.

Que dire pour certains présidents de voir les épouses et concubines se succéder comme première dame à l'Élysée. On ne veut plus voir notre président aller retrouver sa maîtresse à scooter. Quelle image négative donnée à l'international et quel manque de respect des citoyens. Finalement, le pays est à l'image de son « patron ».

De la retenue dans les paroles du président de la République. On ne veut plus entendre de phrases désagréables et humiliantes : (traverser la rue pour trouver du travail ou dire à un retraité : « arrêtez votre show »).

## 2 Familiale :

- suppression totale des aides financières (APL, Allocations Familiales, etc....) à partir d'un certain niveau de revenu à définir.
- suppression totale des aides familiales pour absentéisme de l'enfant à l'école et ce dès la première absence.
- suppression totale à tous les migrants de toutes les aides financières pour l'entrée ou la sortie du territoire Français (2500euros).
- intensifier les contrôles pour tous les ayants droits aux aides sociales.
- simplifier les procédures administratives pour les fraudes aux aides sociales.

pour le financement de la Transition écologique:  
Il est très probable que les grands groupes travaillant dans le pétrole ont bloqué la recherche, en particulier sur les moteurs et batteries électriques...  
Plutôt que de taxer celui qui achète l'énergie (absolument nécessaire pour le déplacement), pourquoi ne pas taxer celui qui la produit et utilise le produit de cette taxe pour la recherche.

Le 10 janvier 2019

## 1 - Retraités :

- Pour la génération actuelle, après toute une vie de travail (parfois en ayant commencé jeune : 45, 60, 80 voire 100 heures de travail par semaine sans se plaindre et au mépris de la vie de famille), les retraités se sentent agressés, floués, trahis, mis sur la touche par l'état. Les règles du jeu initiales d'il y a plus de 40 ans ne sont pas respectées. L'état par ses déclarations inutiles (1<sup>er</sup> Ministre) « met de l'huile sur le feu » en opposant les générations (ceux qui travaillent et les retraités). Les retraités pour la plupart sont restés très actifs et prennent soin des générations les plus jeunes (enfants et petits-enfants).
- Redonner du pouvoir d'achat aux retraités en revalorisant les pensions et annulant la CSG pour tous.
- Les pensions ne sont plus revalorisées alors que tout augmente chaque année :

## Règles appliquées pour l'édition des contributions

Les contributions ont été numérotées de 1 à N. La forme (manuscrite ou dactylographiée) est indiquée, ainsi que le nombre de lignes sur le cahier original et le nombre de mots de la contribution. Il est précisé, quand l'information existe, si l'auteur est une femme, un homme ou un couple.

Les noms, prénoms, adresses et numéros de téléphone ne sont pas transcrits, en référence au Règlement européen pour la protection des données personnelles (RGPD). En revanche, les données relatives à l'âge et à la profession sont reprises quand elles existent. Si la contribution est datée, la date est indiquée. Si la contribution est signée, cela est indiqué également.

Afin de faciliter la lecture des contributions, l'orthographe a été corrigée mais la syntaxe a été respectée. L'usage des majuscules et de la ponctuation a été uniformisé. Le cas échéant, quelques ajouts ou commentaires apparaissent en italique entre [ ].

**1. Mail imprimé, 30 lignes, 408 mots (collectif)**

**De :** Collectif des Petits Patrons et Artisans [collectif.tpe@gmail.com](mailto:collectif.tpe@gmail.com)

**Sujet :** CAHIER DE DOLÉANCES - Mairie de Saint-Rogatien

**Date :** 08-12-2018 12:09

**Pour :** [mairie-saint-roгатien@wanadoo.fr](mailto:mairie-saint-roгатien@wanadoo.fr)

Saint-Rogatien, le 8 décembre 2018

Objet : Cahier de doléances de la mairie de Saint-Rogatien

**Collectif des Petits Patrons et Artisans – Antenne Saint- Rogatien**

**Relais local du Collectif des Petits Patrons et Artisans, nous remercions la municipalité en général et le maire en particulier de prendre le temps de relayer les revendications des citoyens. Vous êtes une courroie de transmission essentielle entre les administrés et l'exécutif, parfois devenu sourd à notre bon sens "paysan".**

Les Petits Patrons et Artisans sont des gens simples, travailleurs, entrepreneurs en bâtiment, chauffagistes, plombiers, peintres, électriciens, vitriers, artisans, agriculteurs, commerçants, distributeurs, transporteurs, ambulanciers, consultants, restaurateurs, petits industriels, sociétés de services informatiques, développeurs web, entreprises digitales, attachés de presse, sociétés de communication, entreprises de nettoyage, de logistique, de stockage, de déménagement, paysagistes, sociétés de jardinage... Les petites entreprises sont donc présentes partout en France, notamment à Saint-Rogatien et dans ses alentours.

Nos TPE sont plus de 3 500 000 en France, et c'est forcément par nos petites entreprises que sera résolue la question dramatique du chômage. Imaginez que chacun d'entre nous n'embauche ne serait-ce qu'une personne supplémentaire.

À notre petite échelle, nous prenons des risques tout au long de notre carrière : risque d'entreprendre, de nous endetter, de stocker, d'embaucher, et de faire face à toutes les contraintes administratives et comptables.

En janvier 2013, **le ministre Jérôme Cahuzac a instauré une taxe insupportable, insoutenable pour les millions de gérants majoritaires de SARL que nous sommes : la soumission de nos (modestes) dividendes aux cotisations sociales !** Le pire, c'est que cela ne concerne QUE les entrepreneurs indépendants, pas les plus riches (Sociétés anonymes, SAS...).

Ainsi, après avoir payé nos charges, nos salaires, quand il nous reste un résultat, nous payons 33 % d'impôt sur les sociétés, puis l'impôt sur le revenu (selon la tranche)... et depuis 5 ans la taxe Cahuzac, soit 42 % ! Faites le calcul ! Nous sommes ainsi moins taxés en investissant à la bourse ou dans une "start-up" que dans notre propre entreprise. Le dividende rémunère un risque, au nom de quoi est-il soumis à des cotisations sociales ? **Cette aberration économique étouffe littéralement les TPE, poumon économique de nos territoires.**

**NOTRE REVENDICATION**

**À INSCRIRE AU CAHIER DE DOLÉANCES DE Mairie de Saint-Rogatien  
est donc la suppression, à compter du 01/01/2019, de la TAXE CAHUZAC confiscatoire,  
qui soumet les dividendes des SARL à gérant majoritaire aux cotisations sociales.**

**Merci à la mairie de Saint-Rogatien et à toutes ses équipes.**

**2. Manuscrit, 4 lignes, 20 mots (homme)**

- Établir un référendum consultatif pour toutes décisions importantes.
- Établir le vote électronique par Internet pour motiver l'électeur.

Merci [Signature]

M. [NOM Prénom Adresse]

---

**3. Manuscrit, 9 lignes, 76 mots (couple)**

- Référendum consultatif aux niveaux départementaux et national pour toutes décisions importantes touchant l'ensemble des citoyens.
- Indexation des retraites sur le coût de la vie réel.
- Reconnaissance des votes blancs.
- Suppression des rentes aux anciens présidents de la République.
- Suppression du remboursement des frais d'obsèques des sénateurs.
- Suppression des fastes de l'Élysée.
- Rétablissement de l'ISF.
- Augmenter les tranches d'imposition > 10.
- Diminution des taxes sur les carburants.

Merci

[Nom Prénom] et [Prénom]  
[Adresse]

---

**4. Manuscrit, 9 lignes, 79 mots (femme)**

- Arrêter de donner de l'argent sans retour par un travail.
- Allocation rentrée scolaire qui part dans les jeux à gratter, les téléphones hors prix, les chiens de races et l'alcool, le tabac, et l'enfant n'a que les restes. Trouver un système qui protège l'achat au profit de l'enfant : literie, vêtements, cantine, sport...
- Pour limiter les animaux dans les appartements et des achats, adoptions, pour abandon. Voir une étude avec pays limitrophes, ce qui est fait.

[NOM Prénom]  
[Adresse]

---

**5. Manuscrit, 5 lignes, 41 mots (homme)**

Mise en place du RIC.

Suppression de la CSG pour les retraites.

Indexation des retraites sur le SMIC.

Revalorisation du minimum vieillesse et de la AAH.

Baisse des taxes.

Baisse des salaires et suppression de certains avantages des membres du gouvernement.

M. [NOM Prénom]

[Adresse]

---

**6. Manuscrit, 18 lignes, 166 mots (homme)**

- Référendum consultatif comme en Suisse.
- Pour les nouveaux députés, système équivalent à la Suède : justification des frais, réduction des avantages.
- Suppression du paiement des frais d'obsèques pour les personnalités.
- Indexation du montant des retraites avec le coût de la vie.
- Suppression des rentes des anciens présidents.
- Mise au régime général de retraite des députés.
- Justification des frais de représentation des élus.
- Nationalisation des sociétés de péages.
- Arrêter de vendre les sociétés d'État type Française des jeux, Aéroport de Paris, d'autant plus si elles sont rentables.
- Mettre en place le vote blanc et le vote obligatoire ou établir un quorum minimum.

M. [Nom Prénom]

[Adresse]

- Aide pour l'indépendance énergétique (solaire).
- Obligation de construire les nouveaux bâtiments aux normes BEPOS.
- Investissement dans les énergies nouvelle au niveau industriel et français.

- 
- Égalité d'imposition pour les petites et grosses sociétés.
  - Limitation des dividendes versés aux actionnaires.
  - Répartition bénéfices 1/3 employés, 1/3 investissement, 1/3 entreprise, actionnaires, participation.

---

**7. Manuscrit, 12 lignes, 90 mots (homme)**

Le 10 janvier 2019

[Prénom Nom]

[Téléphone]

Le LDD (livret de développement durable) a un plafond inférieur à celui du livret A qui collecte 144 milliards.

Au lieu d'augmenter les taxes sur les carburants, pourquoi ne pas augmenter le taux du LDD qui est identique à celui du livret A et augmenter également le plafond des dépôts ?

Mettre en place une commission ou confier la surveillance des fonds placés sur le LDD avec rapport annuel comme pour la taxe carbone, afin de vérifier que les fonds sont bien affectés au développement durable.

[Signature]

---

**8. Manuscrit, 5 lignes, 26 mots**

Le 11.1.18 (*sic*)

Libre choix des médecines alternatives avec remboursement (homéopathie, médecins naturopathes...) pour tous.

Réel virage vers la transition écologique (cf. Livre de Marie-Monique Robin "Sacrée croissance").

[P. NOM, Adresse]

---

**9. Manuscrit, 6 lignes, 43 mots (homme)**

[Prénom NOM]            [Adresse]

- Retour de l'ISF.
- Retour et annulation de la CSG pour les retraitées.
- Fin des passe-droits et des privilèges de nos politiques.
- Égalité sociale.
- Rétablissement peine de mort pour les grands criminels.
- Pouvoir d'achat.
- Arrêt des migrants.

[Signature]

---

**10. Manuscrit, 30 lignes, 246 mots**

POUVOIR D'ACHAT.

- Suppression de la CSG sur les salaires et retraites pour donner du pouvoir d'achat, afin que les gens puissent vivre de leur travail.
- Baisse des taxes sur les carburants et les péages, sur les véhicules de petite cylindrée, pour faciliter l'achat par les travailleurs aux petits salaires.
- Baisse des taxes sur le gaz, l'électricité, l'eau, les assurances habitation et véhicule.
- Suppression de la taxe d'habitation pour le célibataire gagnant moins de 4000 € mensuels et le couple moins de 6000 €.

TRAIN DE VIE DE L'ÉTAT

- Réduction de 50 % des députés et sénateurs et de leurs collaborateurs et contrôle de leurs dépenses.
- Aligement du régime de retraite des élus sur le régime de retraite des citoyens.
- Suppression des avantages (locaux, voiture, chauffeur, service d'ordre) donnés aux anciens présidents et 1<sup>ers</sup> ministres.

VIE PUBLIQUE

- Ne pas gaspiller l'argent public sur des projets commencés et non aboutis.
- Contrôle de l'immigration et reconduite aux pays d'origine pour les personnes dont le pays n'est pas en guerre.
- Déchéance de nationalité aux terroristes et criminels de droit commun et expulsion dans leurs pays d'origine pour désengorger nos prisons.

- Donner davantage de pouvoir aux maires, à la police et gendarmerie et aussi de moyens pour le maintien de l'ordre.

- Économie sociale en faisant la chasse à la fraude fiscale, sécurité sociale et autres prestations (retraite à des fantômes, allocations diverses à des familles bigames, etc.).

Le 14/01/19

[Signature]

---

**11. Manuscrit, 22 lignes, 153 mots**

Mesures à prendre pour le respect de notre "Liberté, Égalité, Fraternité" et Citoyenneté

=> Remise en place de l'ISF : -> recette de 4,23 milliards € pour l'État.

=> Compensation de la hausse de la CSG de 1,7 % des retraites et de la revalorisation "minorée" de 0,3 % (non indexée sur l'inflation) par la déduction des cotisations de mutuelle du revenu imposable.

=> Abandon de toutes augmentations de taxes sur les carburants (2019-2020) ou remise en place de la TIPP flottante.

=> Développement de biocarburants.

=> Suppression de la taxe d'habitation pour tous les loyers imposables : -> à défaut, recours auprès du Conseil constitutionnel pour dénoncer l'inégalité entre les citoyens.

=> Refonte du système fiscal et des bases d'imposition pour ne pas laisser à 44 % des Français le règlement total de l'IRPP.

=> Baisser le nombre de députés et revaloriser les pouvoirs et les moyens des élus municipaux.

[P. NOM]

[Téléphone]

Le 14/01/2019

---

**12. Manuscrit, 17 lignes, 147 mots (femme)**

Il y a beaucoup d'initiatives qui ont démarré en France concernant l'entraide, la solidarité, le développement durable. Il est important de les reconnaître, de les soutenir, de les amplifier, puisque l'on sait que ce sera bénéfique pour notre société, notre pays, notre planète.

De plus, il y a de bonnes chances, et c'est démontré dans d'autres pays, que cela génère un bon nombre d'emplois et permette les transformations nécessaires en termes d'économies d'énergie.

Ces informations sont à retrouver dans des reportages comme "On a la solution" sur France 3, "We demain" (Bien à vous), Journal A2 ou bien le film "Demain" de Cyril Dion.

On a tort de croire que notre société est conservatrice. Elle veut avancer, est souvent volontaire pour changer et expérimenter de nouvelles solutions, pour peu qu'on ne l'empêche pas, et que l'on propose ces chemins en alternative avec les vieux schémas.

Le 14/1/19

[Prénom Nom]

---

**13. Manuscrit, 4 lignes, 34 mots (femme)**

DROITS DE SUCCESSION 16-01-2019

- Suppression des droits exorbitants de succession parents-enfants.

TRAIN DE VIE de l'ÉTAT

- Diminution des indemnités des sénateurs, députés, etc. et de tous les avantages exagérés et non justifiés.

[Nom Prénom]

---

**14. Manuscrit, 3 lignes, 22 mots**

D'accord avec le train de vie de nos conseillers généraux et surtout députés !

Qui se sert la ceinture, toujours les petits.

[Signature]

---

**15. Dactylographié (3 pages), 98 lignes, 1781 mots (homme)**

[Manuscrit] M. [NOM Prénom]

[Téléphone]

Le 10 janvier 2019

I – Retraités :

- Pour la génération actuelle, après toute une vie de travail (parfois en ayant commencé jeune : 45, 60, 80 voire 100 heures de travail par semaine sans se plaindre et au mépris de la vie de famille), les retraités se sentent agressés, floués, trahis, mis sur la touche par l'État. Les règles du jeu initiales d'il y a plus de 40 ans ne sont pas respectées. L'État par ses déclarations inutiles (1<sup>er</sup> ministre) « met de l'huile sur le feu » en opposant les générations (ceux qui travaillent et les retraités). Les retraités pour la plupart sont restés très actifs et prennent soin des générations les plus jeunes (enfants et petits-enfants).

- Redonner du pouvoir d'achat aux retraités en revalorisant les pensions et annulant la CSG pour tous.

- Les pensions ne sont plus revalorisées alors que tout augmente chaque année :

L'alimentaire est cher et de mauvaise qualité (fruits et légumes).

Les impôts : taxes d'habitation et foncière prennent chaque année entre 10 et 25 euros de hausse.

Les assurances (auto, maison et autres).

Les mutuelles.

Dépassements d'honoraires des spécialistes trop élevés qui engendrent des restes à charge parfois importants pour les patients.

Médicaments plus remboursés ou mal remboursés alors que les mutuelles augmentent (à chaque fois plusieurs euros ce qui représente une certaine somme en fin d'année) : c'est une sorte d'impôt déguisé.

Les autoroutes très chères, etc.

II- Plus de moralité de la part du monde politique :

De la transparence : les citoyens doivent pouvoir connaître en toute transparence tout ce qui se rapporte à leurs élus et hauts fonctionnaires (salaires, avantages, cumul des fonctions et retraites, etc.). Revoir tous les avantages outranciers déjà acquis (bureaux, logement, voitures de fonction avec chauffeurs, conseillers, octroyés aux anciens présidents, 1<sup>ers</sup> ministres et autres, alors que certains ont échoué durant leur mandat). Monsieur Valéry Giscard d'Estaing déjà fortuné, coûte encore au pays entre 3 à 4 millions d'euros par an. Arrêtez le gaspillage de l'argent public.

Quelle image négative de voir le président de la République rendre visite à deux jeunes délinquants (braqueurs) sur l'île de Saint Martin, et qui de plus se font photographier avec lui en le tenant par l'épaule : respect de la fonction présidentielle ????

Que dire pour certains présidents de voir les épouses et concubines se succéder comme première dame à l'Élysée. On ne veut plus voir notre président aller retrouver sa maîtresse à scooter. Quelle image négative donnée à l'international et quel manque de respect des citoyens. Finalement, le pays est à l'image de son « patron ».

De la retenue dans les paroles du président de la République. On ne veut plus entendre de phrases désagréables et humiliantes : (traverser la rue pour trouver du travail ou dire à un retraité : « arrêtez votre show »).

### III – Justice :

Il faut une justice forte, rapide et véritablement répressive contre tous les actes graves. Trop de peines de prison ne sont pas exécutées alors que les forces de l'ordre passent des jours et nuits pour traquer les délinquants.

Droits d'une personne gardée à vue : lors du placement en garde à vue, il faut retirer au gardé à vue le droit de se taire : c'est un véritable scandale. Comment voulez-vous que l'enquêteur puisse travailler et faire reconnaître les faits aux délinquants ? Ces derniers ont bien des droits alors que leurs victimes doivent se débrouiller pour se défendre (avocat et autres), si elles ne sont pas mortes ou blessées. IL FAUT QUE LES VICTIMES AIENT DES DROITS RECONNUS AU MÊME TITRE QUE LES DÉLINQUANTS.

IL FAUT QUE LES VICTIMES DE CRIMES OU DÉLITS PUISSENT AVOIR DROIT, DE SUITE, À UN AVOCAT COMMIS D'OFFICE, AU MÊME TITRE QUE LES DÉLINQUANTS, AFIN DE POUVOIR SE DÉFENDRE, (soutien et suivi en permanence des victimes).

Justice trop lente notamment en matière civile : alors que la justice juge « au nom du peuple français », trop de Français n'osent défendre leurs intérêts devant un tribunal civil (frais d'avocat, peur en retour de devoir payer des dommages et intérêts, et surtout délais de jugement beaucoup trop longs) : par exemple entre un an et deux ans pour un jugement rendu dans le cadre d'une simple affaire. Ces délais trop importants détruisent souvent des familles et vies entières.

Il faut simplifier la justice et la mettre à la portée du peuple. Rien que d'entrer dans un tribunal ou une cour d'assises, nombre de personnes ont peur et ne se sentent pas du tout à l'aise : trop théâtral !

Dans certains cas, ne pas hésiter à retirer la nationalité française à des étrangers qui se sont rendus coupables d'actes graves envers le pays ou qui sont des délinquants d'habitude : (demander l'avis des Français par référendum).

### IV – Fiscalité :

Depuis des décennies, après chaque élection présidentielle, un audit est demandé sur les finances publiques. Naturellement le verdict tombe : les caisses sont vides ! Alors on lève de nouveaux impôts et les classes moyennes sont toujours sollicitées.

Pourquoi supprimer la taxe d'habitation ? Les Français y étaient habitués et elle contribuait aux budgets des communes. Que de palabres et de perte d'argent pour rien depuis plus d'un an et demi. De toute manière, il faudra trouver de l'argent d'un autre côté.

Que dire de tous ces Français qui habitent à l'étranger afin de fuir le fisc (vedettes, sportifs, personnalités, grands chefs d'entreprises) et qui viennent sans gêne ni honte vanter à la télévision, leurs exploits, leur nouveau livre, CD, spectacle, film, etc.

Annuler les prélèvements sociaux sur les intérêts des petits placements (PEL) et assurances-vie que détiennent les classes moyennes (petits « magots » économisés durant toute une vie pour améliorer leur retraite, aider leurs enfants et rester le plus possible indépendants).

V - Médical :

Depuis des décennies on ne parle que des difficultés du monde médical (pas assez de personnels, les urgences en difficultés, les déserts médicaux).

Les séjours en maisons de retraite inabornables financièrement, qui pèsent sur les familles. Le manque chronique de personnels dans ces établissements qui engendrent de mauvais traitements envers les personnes âgées (pas assez de temps pour les promener, leur faire la toilette, simplement discuter quelques instants). Je n'ai pas franchement envie de vieillir dans ces conditions et dans ces lieux.

Quelles réponses ont apporté les différents ministres de la santé qui se sont succédé ?

VI - Personnes pauvres :

Trop de personnes (dont nos chères petites grands-mères qui ont eu une vie très dure) vivent sous le seuil de pauvreté dans notre pays (ça n'est pas concevable) : beaucoup trop d'inégalités sociales.

VII - Éducation nationale :

Depuis plusieurs décennies les programmes scolaires n'arrêtent pas de changer. À quand des programmes définis durablement en concertation avec les gouvernants, les enseignants et parents d'élèves ? Revenir aux bonnes bases (récitations, dictées, lectures, études de textes, règles de grammaire et conjugaison, etc.) afin que notre jeunesse puisse enfin savoir lire, écrire correctement et développer pour leur futur un bel esprit critique ?

Marre du tout « anglais » ! Revaloriser notre belle langue française, surtout auprès des plus jeunes. Assez de toutes ces émissions télévisées ou publicités où l'on écrit et chante en anglais.

VIII – Référendum :

Les Français ne sont pas écoutés. Ils veulent être considérés et consultés sur les sujets qui concernent leur environnement, et les différents dossiers importants de société. À quoi sert le référendum soit prévu dans la Constitution ? Il n'est quasiment pas utilisé. J'aurais aimé être consulté sur l'abolition de la peine de mort, la suppression du service national, la vente au privé des autoroutes, le mariage pour tous qui a généré tant de manifestations, etc. Il faut mettre fin à ces gouvernances par idéologie droite, gauche. Les politiques ne veulent pas utiliser le référendum par peur d'être désavoués et surtout pour faire passer leurs idées et entrer par là même dans l'histoire. Un président nouvellement élu et son gouvernement ne doivent pas considérer pour autant qu'ils ont « carte blanche » durant le quinquennat. Ils doivent gouverner en sollicitant l'avis du peuple quand c'est nécessaire.

IX – Environnement :

Quand l'État va-t-il se décider à interdire tous ces produits dangereux qui sont répandus par les agriculteurs dans les champs et qui empoisonnent tellement de citoyens (maladies, décès) ? Il est trop question de rendements et d'intérêts de quelques uns au détriment du plus grand nombre.

X - Remise de décorations (Légion d'Honneur et Ordre national du Mérite) :

Attention à remettre ces Ordres avec sérieux et discernement, non sous le coup de l'émotion du moment et de l'engouement général. Combien de milliers d'anciens combattants (poilus) et de citoyens qui ont servi la France en toute discrétion ont été oubliés ? Trop de gens du spectacle ou de jeunes sportifs sont retenus (copinage) ??? Certains sont peu ou pas connus : je suis incapable de citer les noms des jeunes remplaçants de l'équipe de France de football qui pourtant viennent d'être décorés de la Légion d'Honneur. Que dire du gardien de but LLORIS, qui, il y a quelques semaines a été

arrêté en Angleterre au volant d'un véhicule puissant sous l'emprise de l'alcool : belle image de la France à l'international : ça vaut bien une Légion d'Honneur n'est-ce pas !????

Retirer ces décorations aux personnes qui sont condamnées en justice après les avoir reçues (non-respect des règles déontologiques).

XI - Élections :

Reconnaître le vote blanc.

XII – Recherche :

Il faut investir en masse dans la recherche. La France est décrochée et dépassée par de nombreux pays émergents. Il faut un plan Marshall.

XIII - Sécurité routière :

Annuler la limitation de vitesse à 80 km/h. D'autres pays européens l'ont essayée et sont revenus en arrière : argent gaspillé.

De la cohérence sur les routes : trop de limitations de vitesse différentes sur une portion de route donnée.

Au final, c'est indiscutable, la France doit se réformer en divers domaines, mais en douceur pour ne pas brusquer les esprits. On ne peut pas tout régler en quelques mois après tant d'années de laxisme (l'État va beaucoup trop vite !). Tout doit se faire avec intelligence, calme et en concertation avec les citoyens (référendums). La violence est à condamner très fermement. Elle n'apporte rien et porte préjudice à notre si beau pays. Bien des Français devraient aller voir à l'étranger afin de mieux comprendre le pays dans lequel ils vivent. Toutefois, il faut être réaliste pour ne pas délaissier les plus pauvres et ceux qui travaillent et n'y arrivent plus. Les politiques doivent adopter un comportement irréprochable afin de retrouver la confiance des Français et les inciter ainsi à revenir vers les urnes : c'est primordial !

---

**16. Dactylographié (10 pages), 120 lignes, 1975 mots (homme)**

M. [NOM Prénom]

**DOLÉANCES COMMUNIQUÉES**

**À LA MAIRIE**

**SOMMAIRE**

- 1 Les institutions.
- 2 Migration.
- 3 Social.
- 4 Privilèges des élus.
- 5 Fiscalité.
- 6 Justice.
- 7 Sécurité.
- 8 Économie.

**DEVISE À MÉDITER POUR NOS ÉLUS**

**SERVIR ET NE PAS INTERDIRE**

### Les institutions :

- Dissolution totale du gouvernement.
- Suppression du Sénat.
- Assemblée nationale constituée de députés (1 à 2 par département).
- Utilité du Conseil économique et social ?
- Revoir le Conseil constitutionnel (durée du mandat, membres, etc.).
- Suppression de certaines institutions qui travaillent sur des recommandations, communiquées au Premier ministre dont ce dernier ne tient pas compte.
- Limiter le nombre de ministres et de secrétaires d'État.
- Prendre en compte les votes blancs.
- Prendre en compte et/ou se justifier des recommandations de la Cour des comptes, sinon supprimer celle-ci.
- Supprimer tous les postes de travail qui sont en doublon au niveau régional et départemental.
- Donner au peuple le droit de vote des lois nationales par référendum.
- Appliquer le non-cumul des mandats.

### Organisation :

- Ouverture de nos services publics en adéquation avec le monde du travail (revoir les jours d'ouverture ainsi que leurs horaires).
- Simplification administrative pour les citoyens, les entreprises, les agriculteurs, les collectivités territoriales, etc. ayant pour objectifs de supprimer les « mille-feuilles » administratifs tout en améliorant l'efficacité et une durée d'études plus limitée.

### Politique migratoire :

- Retour dans leur pays d'origine de tous les migrants en situation irrégulière.
- Travailler sur une véritable politique migratoire en France et en Europe.
- Limiter la durée d'examen pour les demandeurs d'asile politique.
- Rétablissement des frontières en France en contrôlant systématiquement ces dernières.
- Abolir les accords du Touquet avec le Royaume-Uni qui n'a [plus] lieu d'exister et qui nous coûte la présence de 1500 policiers.
- Tout ressortissant ayant reçu la nationalité française doit retourner dans son pays d'origine si ce dernier est condamné par la justice française.
- Abolition de la double nationalité.

### Social :

#### 1 Chômage, emploi, formation :

- Suppression du RSA après une période à définir (1 an ou 2 ans maxi).
- Révision du chômage :
  - critères d'attribution,
  - indemnités à redéfinir et à forfaitiser pour les gros salaires,
  - limiter la durée d'attribution des indemnités dans le temps,
  - diminuer de moitié les indemnités de chômage au premier refus d'une offre de travail,
  - suppression des indemnités de chômage au deuxième refus d'une offre de travail.
- Suppression du chômage aux travailleurs frontaliers (Suisse, Luxembourg, Allemagne, etc.).
- Suppression de la prime de 10 000 euros pour la réinsertion des migrants et la création de leur entreprise dans leur pays.
- Revoir la politique des travailleurs détachés en France afin de ne pas pénaliser nos propres entreprises françaises.
- Diminuer notablement le nombre de fonctionnaires par une étude réaliste qui porte principalement sur l'organisation et leur structure plutôt que la suppression de poste d'exécutants

(exemple sur le nombre d'institutions administratives touchant au service santé et qui sont redondants entre eux voire parfois totalement inutiles au niveau des collectivités territoriales).

- Mettre à plat tout le budget de formation professionnelle conséquent mais mal utilisé actuellement et rendu inefficace.
- Anticiper les nouvelles filières créatrices d'emplois avec le développement du numérique, les nanotechnologies et le développement de l'intelligence artificielle.
- Rendre obligatoire la durée du travail avec un minimum de 35 h (CDI) dans les communes et les communautés de communes.
- Appliquer 3 jours de carence non prise en charge pour absentéisme dans le public comme appliqué dans le privé, avec maintien du salaire au-delà des 3 jours de carence.
- Travailler une vraie politique de l'apprentissage avec un code du travail qui soit en adéquation avec la formation et abolition de tous les interdicts.
- Remettre à l'ordre du jour les cours de morale et d'éducation civique et ce dès le cours élémentaire, jusque la sixième inclus.
- Revalorisation des allocations d'invalidité.
- Suppression de la prime d'activité.
- Augmentation significative du SMIC.
- Donner du vrai pouvoir d'achat à notre agriculture en péril. Toutes les réunions entre producteurs, transformateurs et distribution sont d'un échec total et ce depuis plus de 15 ans.
- Favoriser l'embauche d'handicapés par une diminution des charges salariales.

### **2 Familiale :**

- Suppression totale des aides financières (APL, allocations familiales, etc.) à partir d'un certain niveau de revenu à définir.
- Suppression totale des aides familiales pour absentéisme de l'enfant à l'école et ce dès la première absence.
- Suppression totale à tous les migrants de toutes les aides financières pour l'entrée ou la sortie du territoire français (2 500 euros).
- Intensifier les contrôles pour tous les ayants droit aux aides sociales.
- Simplifier les procédures administratives pour les fraudes aux aides sociales.

### **3 Retraites :**

- Revalorisation des retraites sur l'inflation tel que définit le code de la Sécurité sociale.
- Suppression de l'augmentation de la CSG appliquée en début d'année 2018 et ce sur toutes les retraites quel que soit leur montant.
- Suppression de l'avantage retraite (doublée) pour ceux qui ont exercé dans les DOM TOM.
- Suppression totale des retraites à tous ceux et celles qui n'ont jamais travaillé et cotisé en France.
- Suppression des avantages retraites pour certains services publics, départ, calcul (EDF, SNCF, etc.).
- Remise à plat complète des conditions de départ en retraite et de son calcul, que ce soit dans le privé comme dans le public afin d'avoir plus d'égalité devant la prestation.
- Suppression des régimes spéciaux.
- Revoir en urgence les retraites de nos agriculteurs.
- Améliorer les prestations dans les EHPAD (moyens, personnel).

### **4 Logement :**

- Mener une vraie politique du logement.
- Vérifier l'efficacité de la loi Pinel.

- Autoriser les communes à mettre à disposition des « mobil home » voués à la destruction pour les sans-abris.

### **Privilèges des élus et fonctionnaires :**

#### **1 Élus et hauts fonctionnaires :**

- Diminution des salaires de tous nos élus et hauts fonctionnaires (ministres, députés, sénateurs, préfets, etc.)
- Calcul des salaires de tous nos élus ci-dessus basé par un coefficient par rapport au SMIC (coefficient à déterminer).
- Suppression de tous les avantages et privilèges octroyés à tous nos élus et hauts fonctionnaires en fonction.
- Contrôle systématique de tous les frais de nos élus.
- Suppression totale des avantages et privilèges au sens très large octroyés à tous nos anciens élus (ministres, députés, présidents, etc.).
- Contrôler et vérifier l'efficacité dans leur mission des hauts fonctionnaires (120 000 payés actuellement entre 100 000 euros et 200 000 euros /an), et ramener leur salaire à un niveau raisonnable à définir comme ci-dessus).

#### **2 Fonctionnaires :**

- Remise à plat de tous les avantages et privilèges de certains services publics (SNCF, EDF, etc.).
- Revoir et redéfinir les structures et l'organisation des services publics cités ci-dessus.

### **Fiscalité :**

#### **1 Refonte complète de la fiscalité avant pour objectif une meilleure justice fiscale de tous les citoyens face à l'impôt.**

- Suppression d'un maximum de taxes.
- Révision des taux de TVA par la suppression de cette taxe sur tous les produits alimentaires, et l'option d'un seul et unique taux de 10 %, pour tous les autres produits et prestations.
- Privilégier l'impôt sur le revenu par une grille très étoffée de tranches d'imposition, ce qui rendrait inutile l'ISF (impôt sur une base de pourcentage, ce qui le rendrait compréhensible). Cet impôt serait assujéti sur tous les revenus du foyer, aides sociales comprises.
- Supprimer l'impôt sur la succession.
- Imposer les multinationales qui échappent à l'impôt (Total, Amazon, Facebook, Google, etc.).
- Taxer fortement aux frontières instaurées les produits importés.
- Taxer les entreprises françaises qui délocalisent leurs productions pour des raisons de MO moins coûteuse.
- Suppression de toutes les taxes sur l'électricité et le gaz.
- Limiter les taxes sur les énergies essence, gasoil.
- Donner plus de priorité à la fraude fiscale.

#### **2 Charges sur les entreprises :**

- Baisse significative des charges 20 à 30 % dans l'artisanat et les PME.
- Procéder à une grille d'imposition pour les entreprises et sociétés avec des critères à définir (salariés, CA, investissements, masse salariale, etc.) afin de ne pas pénaliser l'artisanat et les PME, comme c'est le cas aujourd'hui.

#### **3 EDF, GAZ :**

- Suppression des augmentations des énergies EDF, GAZ avec effet rétroactif.

#### **4 Financement des EHPAD :**

- Contrôler les comptes d'exploitation des EHPAD (SS, département, État?).

#### **5 Amendes des radars :**

- Cette recette sera utilisée pour l'amélioration de la sécurité routière et de l'entretien du réseau routier.

#### **6 Taxation des routiers étrangers :**

- Taxe aux frontières françaises des routiers étrangers (critères à définir) et utilisation de cette recette pour l'entretien du réseau routier.

#### **7 Paradis fiscaux :**

- Lutter avec efficacité contre les paradis fiscaux en commençant par le niveau européen.

#### **1 Justice :**

##### **11 Le terrorisme :**

- Les prisonniers étrangers condamnés pour terrorisme et ayant purgé leur peine ne doivent pas rester en France et rentrer dans leur pays d'origine.
- Les prisonniers français condamnés pour terrorisme et ayant purger leur peine doivent faire l'objet d'un suivi hebdomadaire spécial approprié avec leurs actes (bracelet, téléphone, déplacements, etc.).
- Modifier les peines d'emprisonnement concernant les nouveaux prisonniers condamnés pour terrorisme (ces derniers doivent être condamnés à perpétuité sans remise de peine ).
- Projeter une prison spéciale pour enfermer dans le même lieu tous les prisonniers pour acte de terrorisme.
- Enfants et femmes de terroristes : ces derniers doivent être interdits sur le territoire français.

##### **12 Fermeté :**

- Revoir toute la justice afin que celle-ci soit plus ferme vis-à-vis de tous actes de délinquance, des violeurs, des voleurs, de la lutte contre la drogue, alors qu'aujourd'hui celle-ci fait acte d'un très grand laxisme (peine trop écourtée, adaptée en fonction des places disponibles en prison).
- Toutes les peines de prison doivent être exécutées et ce quelle que soit leur durée.
- Abolition des lois « Taubira ».
- Remettre la peine de mort dans des cas bien spécifiques (terrorisme, violeur dans la récidive).

##### **2 Prisons :**

- Augmenter de façon significative le nombre de places disponibles dans les prisons.
- Construire de nouvelles prisons, avec moins de prestations pour les prisonniers.
- Faire travailler les prisonniers par une sélection en optant pour du travail d'utilité collectif.

##### **21 Droits des prisonniers.et fermeté :**

- Les droits des prisonniers doivent être préservés mais actuellement ceux-ci sont excessifs (drogue, téléphone, tout circule en prison, c'est un libre-service).
- Les fouilles et palpations des prisonniers doivent être remises à l'ordre du jour.
- Il faut de la rigueur et plus de fermeté dans les prisons (actuellement trop de laisser-aller).
- Abolition du droit téléphonique pour les prisonniers.

### Sécurité :

- Lutter avec efficacité contre la drogue, avec application des peines prévues par la loi.
- Sécuriser tous les déplacements des services publics et ce quelles que soient les cités car nous revendiquons un État de droit. Ce dernier est totalement bafoué dans les cités et accepté par nos élus qui préfèrent la paix sociale, et ce depuis des décennies.
- Redonner aux forces de l'ordre davantage de latitude et prise d'initiative afin que l'ordre règne.
- Aucune impunité ne doit être acceptée mais au contraire doit être punie, et ce de façon exemplaire.
- Ne plus réduire les effectifs des forces de l'ordre tant que le risque terrorisme existe et que la grande délinquance est présente.

### Économie :

- Redynamiser les commerces des centres-villes :
  - création de parkings avec stationnement gratuit,
  - améliorer les transports publics en adaptant les trajets et les horaires sur des plages plus importantes.
- Stopper la disparition des services publics au niveau du monde rural et des petites communes.
- Développer et favoriser les circuits courts dans l'alimentation.
- Interdire la commercialisation et l'importation des huîtres triploïdes.
- Fermeture avec transition de toutes les écloseries d'huîtres en France.

---

### *17. Dactylographié, 40 lignes, 650 mots*

#### **NE DIT-ON PAS QUE LA FRANCE EST ENDETTÉE ?**

#### **ET QU'IL N'Y A PLUS D'ARGENT DANS LES CAISSES DE L'ÉTAT ?**

**Alors voici une liste de solutions qui peuvent, sans conteste, améliorer le sort du pays.**

- Réduction du train de vie de toutes les "élites" (protection de leurs biens pendant leur absence, etc.).
- Diminution des effectifs du **Sénat**.
- **Réduction** drastique **des députés** (200 suffiront) et des fonctionnaires qui gravitent en surnombre autour (selon la Cour des comptes), ainsi que des élus des collectivités territoriales et des conseillers régionaux (en Allemagne, puisqu'on fait toujours référence à elle, ils sont beaucoup moins nombreux).
- **Pointeuse à l'Assemblée nationale** afin que chaque député soit payé en fonction de sa présence !!! De plus, il est inadmissible que ces derniers se soient octroyé une augmentation de salaire de 30 % et une exonération de CSG sur leurs frais de mandat parlementaire.
- Réduction du nombre des ministres et des secrétaires d'État.
- Interdiction réelle et effective du cumul des mandats et du cumul des retraites desdits mandats sauf le dernier exercé.
- Retraite limitée à 10 000 € tous cumuls confondus.
- Si les parlementaires ne sont pas réélus, cessation de leurs privilèges et protections (anciens présidents compris).

Nous sommes une République et non une Monarchie (ce que nos politiques actuellement confondent).

Concernant les immigrés, tout le monde sait ce qu'il en coûte à l'État et que ça le ruine.

- Suppression de l'aide médicale d'État coûtant 1 milliard par an pour les réfugiés (AME + ATA + CMU + RSI, etc.).
- Stopper le versement des retraites à l'étranger sans savoir si les bénéficiaires sont toujours vivants. On exige un certificat de vie pour les Français, il doit en être de même pour les étrangers. Ils devront se présenter dans les consulats et signer un registre d'attestation (problème dénoncé à maintes reprises par la Cour des comptes !!! Le Maghreb étant le plus grand bénéficiaire !).
- Suppression des retraites versées aux étrangers arrivant en France âgés de 65 ans sans n'avoir jamais cotisé un centime !

Alors que certains de nos retraités touchent 300 à 400 € ! Une ignominie, quand des Français de souche se tuent parce qu'ils n'arrivent plus à payer leurs factures après avoir cotisé 44 ans pour la plupart !!!

Comment expliquer qu'un salarié qui se lève chaque matin a du mal à finir le mois, ne parte pas ou peu en vacances et ne peut se soigner correctement alors qu'une personne inactive, logée gratuitement avec APL, peut faire des grasses matinées, partir chaque année avec les bons vacances de la CAF et se faire soigner avec la CMU bien mieux qu'un salarié après une vie de labeur et qui n'a droit à rien de tout ceci !

Autre problème non négligeable : l'islam

Comme chacun le sait, islam signifie "conquête". La conquête de l'Europe étant l'objectif de l'islam, les islamistes utilisent tous les moyens en leur possession en profitant de la faiblesse de nos gouvernants pour appliquer leur charia déjà bien présente dans bien des villes. Les islamistes n'aiment pas notre mode de vie. Les attentats commis au nom de l'islam sont, en autres, leur moyen de faire pression pour imposer le leur. Cet islam ne doit pas avoir droit de cité au sein de notre République. N'est-elle pas laïque ? Alors ne laissons pas l'islam s'imposer dans notre société. L'islam doit se soumettre aux lois de la République et ceux qui ne l'acceptent pas doivent être expulsés. Ce n'est pas au peuple français de se soumettre à leur volonté !

Stoppons l'immigration islamique. Cette "religion" dite "d'amour, de paix" n'aspire qu'à instaurer ses lois, ses coutumes barbares, ses restrictions alimentaires, son racisme, sa polygamie, son sexisme et tous les autres préceptes antidémocratiques de la charia et des hadiths.

La France doit protéger ses valeurs morales, son art de vivre et sa culture gréco-romaine.

---

**18. Manuscrit (8 pages), 165 lignes, 1165 mots (femme)**

Proposition [Prénom NOM] le 19/2/19

+ Toutes les personnes recevant une aide financière de l'État et ne travaillant pas offrent 2 jours de travail/semaine à la commune dans laquelle elles vivent.

On dit que les fonctionnaires coûtent cher à l'État. Mais ces 5 millions de personnes travaillent pour le pays.

Par contre, l'État finance plus de 3 millions de personnes qui ne "rapportent" rien au pays.

Ces personnes (chômeurs...) sont en difficulté et il est juste de le soutenir financièrement. Par contre, il serait juste que ces mêmes personnes rendent service au pays à l'échelle locale ; cela pourrait être géré par les communes, chacun pourrait ainsi apporter sa part à l'édifice, et cela permettrait de revaloriser socialement les personnes en recherche d'emploi.

+ Concernant le CICE :

Cette baisse de charges pour les entreprises devait obligatoirement être utilisée pour une baisse du coût du produit ou du service rendu par l'entreprise.

De ce fait, il y aurait 2 bénéfices :

- rendre les entreprises françaises plus compétitives (c'est le but de cette baisse de charges) ;
- permettre une diminution du coût à l'achat pour tous les Français et donc augmenter le pouvoir d'achat.

Secondairement, si l'entreprise voit son activité augmenter (dans un % à valider en fonction de la taille de l'entreprise, elle aurait obligation de recruter, avec comme 3<sup>e</sup> bénéfice une diminution de charges.

+ Rendre la possibilité aux États d'emprunter directement à la Banque centrale européenne et aux banques centrales de leur pays, en interdisant de faire "marcher la planche à billets" pour éviter l'inflation. Cela éviterait l'intermédiaire actuel que sont les banques (et donc un niveau d'intérêt supplémentaire).

+ Intégrer dans le calcul des impôts le salaire horaire et pas seulement le salaire total annuel. En effet, les Français considérés comme ayant de "gros revenus" les ont souvent parce qu'ils travaillent bien plus que 35 h/semaine. On les considère alors comme favorisés financièrement et on leur demande de participer de manière plus importante au financement de l'État.

Mais, il n'y a pas que l'argent qui joue sur la qualité de vie. Le temps est un élément important, et la qualité de vie est franchement impactée par un temps de travail de 50-60 h/sem. Finalement, on demande aux personnes de travailler plus pour payer plus... Mais, qu'est ce que la société leurs rend en retour ? Est-ce que ceux qui sont au bénéfice du système social donnent un peu de leur temps à ceux qui le financent ?

Peut-être que l'entraide pourrait avoir d'autres dimensions que financières ?

En tout cas, pour rendre juste le calcul de l'impôt voire des charges salariales, il serait juste d'avoir une part variable calculée sur salaire horaire (par ex. 50 % fonction du salaire horaire et 50 % en fonction du salaire total).

+ Pour le financement de la transition écologique :

Il est fort probable que les grands groupes travaillant dans le pétrole ont bloqué la recherche, en particulier sur les moteurs et batteries électriques...

Plutôt que de taxer celui qui achète l'essence (absolument nécessaire pour se déplacer), pourquoi ne pas taxer celui qui la produit et utiliser le produit de cette taxe pour la recherche ?

En effet, au jour d'aujourd'hui, les batteries pour voitures électriques ont un coût écologique réel. Il est absolument nécessaire de promouvoir la recherche dans ce domaine.

+ Promouvoir des "comités citoyens" pour évaluer les projets publics.

En effet, de nombreux projets sont excessifs par rapport aux moyens actuels et n'ont pas l'intérêt public annoncé.

Malheureusement, le gaspillage de l'argent public est une réalité. Il est temps de s'affranchir des objectifs politiques et de faire un véritable travail de fond sur l'intérêt des projets publics avant de les mettre en place.

Par ailleurs, les décisionnaires des dépenses publiques devaient avoir des comptes à rendre vis-à-vis de l'État et de la société, avec la possibilité de poursuite financière pour "défaut de rigueur" dans la gestion des comptes publics.

+ Nécessité de probité concernant les représentants de l'État.

Même si l'impact financier est probablement mineur, il est absolument nécessaire que les représentants de l'État soient irréprochables :

- pour les députés : que leurs frais soient remboursés devant présentation de "notes de frais" (avec limite maximale pour hôtel, restaurant...). Il est irrecevable qu'ils reçoivent une enveloppe mensuelle sans aucun contrôle.

- pour la retraite des représentants de l'État, que ces derniers cotisent sur leur salaire lorsqu'ils sont en poste et que les trimestres soient comptabilisés, comme pour l'ensemble de la population. Par

contre, il n'est pas logique d'avoir des salaires à vie ou des retraites. Les représentants de l'État doivent avoir les mêmes droits que la population et aucun autre droit supplémentaire.

+ Pour la retraite : qu'il y ait un seul régime (identique pour l'ensemble de la population). Si la pénibilité des professions rentre en ligne de compte pour l'évaluation du nombre des trimestres nécessaires au droit à la retraite, il est nécessaire que cette évaluation soit faite par des comités indépendants.

Actuellement, trop de droits sont liés à la puissance des syndicats de certaines branches professionnelles et ces acquis sont complètement déconnectés de la réalité.

Par exemple, les seules personnes travaillant 24 h d'affilée en France sont les médecins assurant des gardes (service d'urgence, réanimation, anesthésie, cardiologie, pédiatrie). Pourtant, aucune pénibilité n'est reconnue pour ces professions qui sont pourtant des professions à haut niveau de responsabilité et qui, du fait de la durée des études, font partie de ceux qui partent "le plus tard à la retraite".

Par contre, l'impact de ces modes de travail sur la santé de ces derniers est démontré.

+ Pour les retraites, intégrer les heures supplémentaires dans le temps de travail.

Par exemple, une personne qui ferait un mois de travail supplémentaire/an pendant 12 ans aurait 4 trimestres supplémentaires.

+ Pour l'écologie, faire des études objectives et indépendantes pour connaître le gain et le coût écologique de chaque technique, rendre public le résultat de ces recherches, puis mettre en place des projets cohérents. Il est temps d'œuvrer avec bon sens plutôt que de faire "du politique". Les Français ne veulent plus financer des projets non valables d'un point de vue scientifique.

Pour tous les produits chimiques : rendre obligatoire une étude par les entreprises les mettant sur le marché de :

- leur impact écologique ;
- leur impact sur la santé.

(comme c'est le cas pour les médicaments).

PS. pour être sûr de l'objectivité de ces études, demander à ce qu'elles soient réalisées par des structures indépendantes (avec financement demandé aux entreprises).

+ Lutte active contre la fraude fiscale.

+ Limiter les allocations familiales à 2 enfants/couple.

En effet, si certains souhaitent avoir plus d'enfants, il n'est pas logique qu'ils demandent à la société de le financer.

+ Nécessité que les personnes travaillant comme indépendants aient les mêmes droits que les salariés (étant donné qu'ils financent le système social de la même manière que les salariés).

+ Concernant les comptes de l'État, rendre "lisible" pour tous les Français :

- les dépenses,
- les recettes.

[FIN]